

Subject Files Regarding Political and Security Matters  
POLITICAL AND SECURITY MATTERS  
C/POL/000-Correspondence with Central Government in Leopoldville

01/03/1963-31/03/1963

18

PLEASE RETAIN  
ORIGINAL ORDER

Clear ypp

DECLASSIFIED

UN ARCHIVES

SERIES 5-0735

BOX 2

FILE 1

ACC. DAG 13 / 1.6.1.0





**CHAMBRE**  
DES  
**REPRESENTANTS**

Léopoldville, le 31 mars 1963

*C/Pol 000 Cent. Govt.*

Monsieur Robert GARDINER

Représentant Spécial des Opérations  
Civils de l'O.N.U.C. à  
LEOPOLDVILLE.-

Objet: Affaire Claeys, Directeur  
Général de la Géomines à  
Manono.-

*Noté  
Mr. Gardiner  
19/4.  
Mr. Zour  
attention 4)*

Monsieur le Représentant Spécial,

Je soussigné André SHABANI, Député National et Commissaire Général Extraordinaire Adjoint du Nord-Katanga actuellement à Léopoldville, ai l'honneur de porter à votre connaissance que suite au télégramme m'envoyé par l'Union des Travailleurs de la Cie Géomines à Manono, dont copie en annexe pour votre information, m'invite à présenter leur doléance auprès des Autorités du Pouvoir Central, ainsi que celles de l'Organisation des Nations Unies au Congo dont vous êtes le Chef.

Il s'agit de l'affaire de Monsieur Claeys, Directeur Général en Afrique de la Société Géomines à Manono, actuellement à Léopoldville, qui a été arrêté par le Commissariat Général Extraordinaire du Nord Katanga en accord l'O.N.U.C (groupes Erhiopiennes) à Manono, en décembre 1961.

Suite aux enquêtes menés d'une part, par le Gouvernement Central et d'autre part, par le Quartier Général de l'O.N.U.C. à Léopoldville où il a été conduit par les Soldats de l'ONUC, ce Monsieur a été élargi. Il a été également demandé de retourner à Manono, sauf dans le cas contraire, c.à.d. de la part de la population travailleur et des Autorités Locaux. Manono est une ville industrielle composée de 3/4 de la population travailleur.

L'infraction qui lui a été reprochée était la collaboration matérielle et morale avec la gendarmerie Katangaise au moment de l'occupation de ce dernier à 1961 à Manono. Maintenant le problème Sud-Katangais est complètement terminé et surtout celui de la gendarmerie qui craignait et qui menaçait la population du Nord, ce même population réclame aujourd'hui le retour immédiat à la Géomines à Manono de Monsieur Claeys, malgré le refus de Monsieur Scheller, Administrateur Civil de l'ONUC de Manono et qui essaye d'exciter quelques gens à s'opposer au retour de Monsieur Claeys à cette localité.

A ma qualité d'Elu National incontesté et seul Représentant légal de Territoire de Manono, je proteste énergiquement contre la position prise par votre Administrateur Civil à Manono contre le retour immédiat demandé par la population travailleur de la-dite société.

.../...





**CHAMBRE**  
DES  
**REPRESENTANTS**

- **CABPREMIER.**
- **AMBASSADEUR BELGIQUE.**
- **DEPUTE NATIONAL SHABANI.**
- **DIRMINES GOUCENTRAL.**

LEOPOLDVILLE.

n° : P.479 - Manono - 85 - 27 - I340.

Texte : PAR SUITE REUNION DU 26 COURANT ORGANISEE PAR REPRESENTANT CIVIL ONUC MONSIEUR SCHELLER STOP CELUI CI SOPPOSE ENERGIQUEMENT RETOUR A MANONO DE MONSIEUR CLAEYS DIRECTEUR GENERAL GEOMINES ACTUELLEMENT A LEOPOLDVILLE STOP CETTE MESURE PRISE SCHELLER CONTRE DIRECTEUR GENERAL CLAEYS NE DONNE PAS SATISFACTION A TOUS TRAVAILLEURS CONGOLAIS GEOMINES MANONO STOP SOLLICITONS RETOUR IMMEDIAT A MANONO DIRECTEUR MONSIEUR CLAEYS ACCOMPAGNE DUNE DELEGATION GOUVERNEMENT CENTRAL ET DE L'ONUC POUR SE RENDRE COMPTE SUR PLACE NOTRE ARDENT DESIR STOP SOMMES FERMEMENT DECIDES QU IL REVienne SANS FAUTE STOP TOUTE CONSIDERATION STOP PRESIGOUPRO NORD KATANGA ETRE AVISE PAR ECRIT.

sé/ UNION TRAVAILLEURS CONGOLAIS GEOMINES MANONO.-

Copie conforme et véritable,  
Léopoldville, le 31 mars 1963.

André SHABANI.

Député National.



- 2/

**CHAMBRE**  
DES  
**REPRESENTANTS**

Je vous demande de bien vouloir prendre les mesures qui s'impose à l'égard de votre Fonctionnaire, afin de trouver une solution au sujet de Monsieur Claeys pour pouvoir calmer ces travailleurs et pour éviter également la destruction de l'économie, commerce et de l'industrie qui rapporte l'intérêt à cette population en particulier et au Congo en général.

Monsieur Claeys a fait environ 20 ans à Manono, et seul considéré actuellement par sa société comme homme spécialisé à tenir techniquement la Cie Géomines et à faire marcher efficacement cette industrie.

En appuyant la demande de la population travailleur, je vous propose en prenant toute ma responsabilité de conduire prochainement à Manono.

Dans l'attente d'une suite et une solution ad quate que vous me réserverait, je vous prie d'agérer, Monsieur le Représentant Spécial, l'expression de mes sentiments et l'assurance de ma considération très distinguée.-

André SHABANI.

  
Député National.

- TRANSMIS Copie pour information à:  
Monsieur le 1er Ministre Cyrile ADOULA  
de la République du Congo à  
LEOPOLDVILLE/2.-



C/ POL 000 Cent. Gov

Leopoldville, le 30 mars 1963

N 578/63

CAB P. M.

RÉPUBLIQUE DU CONGO



CABINET  
DU PREMIER MINISTRE

Objet : Armée Nationale  
Congolaise.

NY = G-827

3/4/1963

Original fauched 5/4/1963

Monsieur le Secrétaire Général,

" J'ai appris que la séance du 20 mars 1963 du Comité Consultatif des Nations-Unies pour le Congo, n'a pas permis de terminer l'examen de la question de modernisation de l'Armée Nationale Congolaise.

Or, sur base de votre lettre du 27 décembre, et de la correspondance qui y a fait suite, mon gouvernement a considéré que l'Organisation des Nations-Unies s'était engagée à soutenir le programme tel qu'il était présenté, et à coordonner elle-même l'ensemble de l'opération de réorganisation. Il ne peut y avoir, dès lors, que des modalités d'application à définir ou à négocier, mais il ne se concevrait pas que l'ensemble du programme puisse faire l'objet d'une remise en question.

Le Gouvernement Congolais se permet de souligner l'urgence qu'il y a à entreprendre cette réorganisation; d'elle dépend, pour une large part, un allègement des dépenses consenties pour l'opération des Nations-Unies au Congo. Tout délai nouveau risque d'avoir des conséquences financières très lourdes.

./..

Son Excellence U T H A N T  
Secrétaire Général des  
Nations-Unies

NEW - YORK

C/POL 100

- 2 -

J'espère qu'il vous sera possible de prendre très bientôt toutes les initiatives nécessaires pour mettre en oeuvre le programme prévu, aussitôt que possible. Le Gouvernement ne peut comprendre qu'une tâche aussi essentielle à la vie du pays, puisse souffrir de graves retards pour des raisons de procédure. Aussi suggérerais-je, à la suite de la prochaine séance du Comité, de nommer un responsable qui pourrait prendre contact avec mon gouvernement et commencer, dans les plus brefs délais, à mettre le programme en application.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma très haute considération. //

LE PREMIER MINISTRE

*Cyrille Adoula*

Cyrille ADOULA



Léopoldville, le 29 mars 1963

CABINET  
DU PREMIER MINISTRE

N° 569/63

/CAB/P. M./

*Répondre par téléphone**C/Pol 000 Cent. Gov.*Objet : Boma

Monsieur le Chargé de Mission,

Vous aurez certainement appris que des incidents se sont produits à Boma entre militaires et civiles de cette localité.

A cet effet, une commission parlementaire se rendra dès demain 30 courant dans la région troublée afin d'enquêter sur l'origine de ces incidents.

Dans le cadre de l'assistance des Nations-Unies à la République, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir faire accompagner ladite commission parlementaire de 3 membres de l'Organisation Internationale, étant entendu que le départ par avion Air-Brousse est prévu pour 8 heures.

Je vous en remercie et vous prie d'agréer, Monsieur le Chargé de Mission, l'assurance de ma haute considération.

REPUBLICQUE DU CONGO  
LE PREMIER MINISTRE  
CABINET  
DU  
PREMIER  
MINISTRE  
*Adoula*  
Cyrille ADOULA  
GOVERNEMENT CENTRAL

Monsieur le Chargé de Mission  
des Nations-Unies au Congo

LÉOPOLDVILLE



GVT/248/63

A Sandoa, M. Tshombe a donné à chaque gendarme katangais 500 francs, à certains danseurs 5000 francs et à chaque bar public 12 caisses de bière. Il a dit aux soldats que c'était leur dernière paye et il les a exhortés soit à se joindre à l'ANC soit à retourner dans leurs villages.



GVT/247/63

Kamina - 28 mars 1963

Selon les renseignements que j'ai recueillis, j'ai l'impression que la majorité de la population dans le secteur de Sarla est en faveur d'une province du Katanga unifiée. Même les administrateurs infiltrés d'Albertville dans la région non directement contrôlée par nos troupes pourraient être en faveur de cette unification et désirent davantage assurer leurs postes dans les régions de la Salubakat et empêcher une administration Conakat que de favoriser le partage entre Nord-Katanga et Sud-Katanga. Selon des renseignements non confirmés, même le président Prosper Ilunga ne serait pas fortement opposé à un Katanga uni, alors que ses ministres le seraient. Surtout, tout le monde est fatigué des luttes du passé et désire la paix et la sécurité.

Comme je l'ai déjà signalé, le congrès des 60 députés katanais se tiendra à Kaminaville le 14 avril et discutera du problème de l'unité.



N/REF: GVT/246

Kindu - 30 mars 1963

Lassyry se cache toujours à Kindu. Jusqu'à présent, la police ou la gendarmerie locales n'ont pas pris de mesures à cet égard. En ce moment, Lassyry incite à la révolte les syndicats de travail et les mouvements de Jeunesse. Cependant, ses efforts n'ont pas beaucoup de succès.



N/Réf.: GVT/245/63

Leopoldville, le 30 mars 1963

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre N° 564/63 en date du 26 mars 1963 par laquelle vous avez bien voulu me transmettre une résolution adoptée la veille par le Sénat concernant la réinstallation des unités de l'ANC au Sud-Katanga.

Je prends acte de cette résolution comme aussi de la volonté du Gouvernement Central de voir les Forces armées nationales congolaises réoccuper dans le plus bref délai leurs positions du 30 juin 1960.

Ainsi que l'a souligné le Secrétaire Général dans la lettre qu'il vous a adressée le 14 mars 1963, l'ONU a toujours reconnu la nécessité de réinstaller l'ANC au Sud-Katanga. C'est, a-t-il ajouté, en raison de la tension qui existe encore dans cette province et de l'hostilité de certains éléments de la population envers l'ANC que l'ONU a cru nécessaire d'insister sur l'installation échelonnée, contrôlée et soigneusement préparée.

.../...

Son Excellence  
Monsieur Cyrille Adoula  
Premier Ministre de la République du Congo  
Léopoldville



Depuis le début de l'année la première compagnie des para-commandos et le 2ème bataillon de l'ANC ont été implantés au Sud-Katanga avec l'assistance et la coopération de l'ONUC. Les autorités de l'ONUC et le commandement de l'ANC se sont également mis d'accord sur l'introduction prochaine de deux autres compagnies dans les régions de Kolwezi et de Jadotville.

Je sais que le Gouvernement Central voudrait accélérer le processus de la réinstallation, mais il y a lieu de souligner à ce sujet que les retards subis dans le passé étaient souvent dus à l'impréparation des unités de l'ANC qui ne sont pas toujours dotées de soutien logistique et de services administratifs adéquats.

Je puis vous assurer que l'ONUC apportera au Gouvernement Central toute l'assistance et toute la coopération possibles pour l'installation de nouvelles unités de l'ANC au Sud-Katanga, jusqu'à ce que l'Armée nationale réoccupe ses positions du 30 juin 1960. Il est évident que dans l'intérêt même de l'ANC et du Gouvernement Central cette implantation doit être réalisée dans l'ordre et la discipline et à cause de cela il est essentiel d'observer très strictement les modalités de réinstallation déjà arrêtées de commun accord entre vous-même et les autorités de l'ONUC.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, les assurances de ma très haute considération.

R.K.A. Gardiner  
Chargé de la Mission des Nations Unies  
au Congo



Notre réf.: GVT/244/63

TEXTE D'UN TELEGRAMME RECU DE NOTRE REPRESENTANT A BAUDOINVILLE  
EN DATE DU 29 MARS 1963

APPRENNONS SOURCES BIEN INFORMEES QUE AUTORITES GOUVERNEMENT NORD KATANGA ENVERRERAIENT PAR PROCHAIN BATEAU A BAUDOINVILLE POLICIERS AGENTS SURETE ET PERSONNEL TERRITORIAL. VOUS SIGNALE SUIVANT PLAN THANT QUE AUTORITES POUVOIR CENTRAL ET GOUVERNEMENT KATANGAIS ETRE EN VOIE DE SE METTRE D'ACCORD. EN OUTRE, QUESTION REUNIFICATION GOUVERNEMENT SUD ET NORD KATANGA ETRE ENTAMEE. VOUS INFORME QUE ARRIVEE AGENTS PRECITES A BAUDOINVILLE ENTRAINDERAIT TROUBLE PARMI POPULATION. VOUS FAIS CONNAITRE A BAUDOINVILLE ONUC, ANC, POLICE LOCALE ET AGENTS ADMINISTRATION SUFFISENT AMPLEMENT POUR MAINTENIR ORDRE. REFUSONS CATEGORIQUEMENT ARRIVEE CE PERSONNEL. AU CAS DE NON OBSERVATION POPULATION TOUTE ENTIERE ET LEURS CHEFS COUTUMIERS ETRE PRETS SE METTRE EN REBELLION. ONUC ENPASSERAIT RESPONSABILITE. VOUS CONFIRME QUE POPULATION TERRITOIRE BAUDOINVILLE ETRE POUR GOUVERNEMENT CENTRAL ET REUNIFICATION KATANGA. DEPUTE LIONZE AMEDEE, MEMBRE DE L'ASSEMBLEE PROVINCIALE DU SUD KATANGA POUR BAUDOINVILLE.

A l'intention du  
Premier Ministre et M. Kamitatu, Ministre de l'Intérieur



Albertville - 28 mars 1963

J'ai passé toute la journée du 27 mars à Manono pour enquêter avec le Président provincial et le Commissaire spécial sur l'origine des troubles. Il semble que le comptable du territoire, ayant mal compris les nouvelles instructions, a renvoyé quelques employés de l'administration locale. Les agents de police, ayant reçu deux mois de traitement, sont devenus la cible des travailleurs non payés. Les forces de police de Manono, qui se composent de 60 membres n'ayant pas conscience de leurs responsabilités, ont été incapables de faire face à la situation et, étant menacées par la population, ont été prises de panique et ont lancé une grenade au plastic, ce qui est interdit par les règlements de la police.

Le président Mwamba Ilunga a ordonné que les agents de police responsables soient punis et que le comptable soit tenu responsable de sa conduite.

Cet incident indique clairement que la population de Manono est toujours très excitable et que tout problème mineur peut provoquer des incidents mettant en danger des vies humaines.



cc: Mr. Gardiner  
Mr. Thompson  
Mr. De Candia  
Prof. Badre  
Mr. Twigt  
Prof. Rose  
Mr. West

*Rec'd 28/3*

ACG/cc  
CIV/OPS/108/63

Léopoldville, le 27 mars 1963

*C/POL 000 Cent. Gov.*

Monsieur le Secrétaire, général,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 16 mars relative à la demande de crédits destinés à financer la distribution des vivres de secours offerts par la "Congo Protestant Relief Agency" et par le "Catholic Relief Service".

Nous serons heureux de prêter notre concours à ces deux agences de la façon que vous suggérez, notamment en mettant à votre disposition de l'argent prélevé sur le fonds de contrepartie. Vous rappelez à ce propos ce qui a été convenu entre le Ministre des Affaires Sociales et M. Dumontet, par lettres datées du 25 avril et du 6 juin 1962. D'après cet accord, la somme de C.F. 6.4 millions est encore disponible et je suggère donc qu'on l'utilise en premier lieu avant qu'un nouveau crédit ne soit alloué. Il serait entendu, que par la suite, un nouveau crédit de 10 millions de francs congolais vous serait accordé.

Si cette proposition vous agréée, nous procéderons de la même manière que par le passé, votre ministère continuant à envoyer les factures, pour approbation, à notre administrateur du Fonds du Congo, qui les transmettra, pour règlement, au chef du service des Finances de l'ONUC.

Je suis heureux de constater que vous me donnez l'assurance que les vivres dont il est question seront distribués en toute impartialité sans impliquer aucune discrimination professionnelle ou autre.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire, l'expression de ma haute considération.

*général*  
*1*  
*num*  
S. Habib Ahmed  
Chef des Opérations civiles

Monsieur A. Sita  
Secrétaire général  
Ministère des Affaires Sociales  
LEOPOLDVILLE



Luluabourg - 27 mars 1963

mais Les missionnaires ont dit qu'ils étaient au courant/du 17 mars/qu'ils n'avaient aucune connaissance d'un massacre. de l'incident

Le président Kamanga m'a fait savoir que le député national Ambroise Muhunga est un chef coutumier Batshioko de Dilolo (Sud-Katanga), qui voudrait une province du Sud-Congo qui réunirait les Batshioko du Katanga et du Kasai. Selon M. Kamanga, les agents de Muhunga ont incité les Batshioko dans l'Unité Kasaienne à chasser les Lulua, et ont également incité les 3.000 Batshioko qui s'étaient réfugiés d'Eville contre le gouvernement de l'Unitas. Un comité dirigé par un certain Kabaji a organisé une propagande dans ce sens et a distribué des tracts. Cette agitation a provoqué des troubles généralisés nécessitant l'intervention de la police. Il y a eu des victimes lorsque la police a été attaquée. M. Kamanga a confirmé que de nombreuses arrestations ont été opérées mais il dit que quelque 300 personnes ont déjà été relâchées après avoir été ~~xxxxxxx~~ interrogées et qu'il en restait peut-être 200 à interroger. Je me propose de retourner à Tshikapa dans quelques jours pour vérifier s'il y a encore des détenus.

M. Kamanga affirme que les 3.000 réfugiés sont des auteurs de troubles invétérés qui, eux-mêmes, veulent maintenant retourner au Katanga. Il demande que nous ~~xxxxxxx~~ nous chargions de leur transport à Eville. J'ai répondu que nous les avions transportés ici à leur propre demande et que s'ils désirent maintenant retourner ils peuvent le faire à leurs propres frais (ils pourront, bien entendu, voyager par chemin de fer lorsque le pont de la Lubilash sera reconstruit).



Albertville - 26 mars 1963

Nous avons reçu le message suivant de Manono:

"Comme je l'avais prévu, la question des salaires a provoqué hier une émeute à Manono. Certains employés, y compris les agents de police, ont été payés deux mois. La plupart n'ont été payés qu'un mois et certains employés des travaux publics ont été avisés qu'ils étaient renvoyés et qu'ils ne seraient pas payés pour mars, bien que nous soyons le 26. Dans l'après-midi, environ 50 personnes ont attaqué le bureau du comptable pour essayer de prendre l'argent. La police aussi a été attaquée, du fait qu'elle avait été payée deux mois. Les policiers encerclés ont décidé de combattre courageusement, mais en fuyant ils ont lancé des grenades qui ont blessé plusieurs personnes, dont quatre grièvement, et ont aggravé l'émeute. Heureusement, j'en ai été informé et je me suis rendu sur les lieux. A la vue de ma voiture, les manifestants se sont enfuis. J'ai demandé aux Indonésiens d'occuper le bureau territorial et d'effectuer des patrouilles en ville. Plus tard, l'ANC a pris en charge le bureau territorial et le centre commercial, et les Indonésiens ont continué leurs patrouilles. Je me suis rendu au dispensaire et à l'hôpital et j'ai vu les blessés grièvement ~~blessés~~ par les grenades au plastic. Quelques agents de police ont été légèrement blessés par des pierres et des bâtons. Je ne puis pas comprendre comment le Ministre des Finances peut se livrer à une telle discrimination entre employés. Tout le monde devait être payé également, soit un mois soit deux mois. Je ne suis pas sûr que l'émeute ne reprendra pas aujourd'hui, car la paye se poursuit. Mais je vais suivre de près la situation avec les Indonésiens."

Nous comptons examiner cette question aujourd'hui avec le président Mwamba Ilunga Prosper, qui est arrivé hier de Kamina, et nous irons avec lui dès que possible à Manono pour enquêter à ce sujet. Un rapport suivra.





Léopoldville, le

26 MARS 1963

C/Polooo Cent Gov

N° 564/63

/CAB/P. M./

Objet :

A Monsieur le Chargé de la Mission  
de l'Organisation des Nations Unies  
au Congo  
à LEOPOLDVILLE

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe, le texte complet de la résolution n° 2/6, relative à la situation militaire dans la Province du Sud-Katanga, que l'Assemblée a adoptée au cours de sa séance plénière du 25 mars 1963.

A la date où nous sommes, j'attire spécialement votre attention sur l'urgence de la question.

J'attacherais le plus grand prix à ce que les forces armées nationales réoccupent dans les plus brefs délais leurs positions du 30 juin 1960.

Je vous remercie à l'avance de l'intérêt et du soin que vous témoignerez à la réalisation de la volonté du Gouvernement Central en la matière.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.



LE PREMIER MINISTRE

*Adoula*

Cyrille ADOULA





SENAT

C/POZ 000 Cent Gov.  
RESOLUTION DU SENAT N° 2/VI<sup>e</sup> S.O./63

Le SENAT, au cours de sa séance plénière de ce lundi 25 mars 1963, a adopté à l'unanimité la résolution suivante :

Le SENAT,

- ayant entendu à huis-clos le Ministre de la Défense Nationale sur la situation militaire dans la province du Sud-Katanga;
- constatant que les positions de l'Armée Nationale Congolaise au 30 juin 1960 n'ont pas encore été entièrement réoccupées jusqu'à ce jour;
- constatant que les déclarations et directives du Gouvernement Central n'ont jamais été respectées et suivies par la gendarmerie du Sud-Katanga;

- considérant la souveraineté nationale de la République du Congo,

réaffirme :

- la volonté du Gouvernement, de la population ainsi que du Parlement congolais de voir réinstallées, dans la Province du Sud-Katanga, les forces armées nationales dans leurs positions au 30 juin 1960.

insiste :

- pour que la volonté du Gouvernement Central puisse être exécutée dans les délais les plus brefs.

Léopoldville, le 25 mars 1963

Pour l'Assemblée

LE SECRETAIRE GENERAL DU SENAT

LE PRESIDENT DU SENAT

M. NTETE



I. KALONJI.



CABINET  
DU PREMIER MINISTRE

N° .....

/CAB/P. M./

*sent NY 27/3/1963**C / POK 000 Cent-Gov.*

Objet :

Mission internationale d'assistance militaireI. Membres

La mission se composera d'un officier supérieur (ayant rang de colonel) en provenance de chacun des pays suivants :

Belgique, Canada, Etats-Unis, Ethiopie, Israel, Italie, Nigéria, Norvège et Tunisie.

Ils seront nommés par le Secrétaire général en consultation avec les gouvernements intéressés. De plus, le Secrétaire général désignera un officier général (ayant rang de major-général), qui fera fonction de président.

L'accord préalable du gouvernement de la République du Congo sera requis dans chaque cas. Le président et les membres de la mission auront le statut de personnel international et à ce titre seront soumis aux règlements régissant les fonctionnaires internationaux et jouiront des privilèges et immunités qui leur sont accordés.

II. Fonctions

La mission sera stationnée à Léopoldville où elle aura ses bureaux au Quartier Général de l'Armée Nationale Congolaise (building Otraco) ou au Ministère de la Défense Nationale. La mission aura un double rôle :

- a) - elle aidera le Commandant en Chef de l'ANC à administrer, contrôler et coordonner les divers programmes d'assistance.
- b) - Elle donnera des avis au Secrétaire général, par l'intermédiaire du Chargé de la Mission de l'ONUC, sur toutes les questions intéressant le programme de modernisation et formation des forces armées congolaises. En particulier, elle fera part au Secrétaire général des nécessités découlant des programmes et lui recommandera tous changements qu'elle estimera souhaitables.

Toutefois la décision finale appartient au Gouvernement Central.



GVT/240/63

le 26 mars 1963

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de vos lettres du 13 février et du 6 mars, par lesquelles vous vous plaignez de la conduite manifestée par certains membres du personnel de l'ONUC le 10 février.

J'ai fait mener à ce sujet une enquête approfondie, qui a établi que les personnes dont il s'agit sont des officiers respectés de notre contingent indien, ayant rang de capitaine ou de major et attachés au Siège de l'ONUC. Le major B.N. Sharma, principal officier de ce groupe, donne la description suivante de l'incident:

"Le 10 février 1963, nous nous sommes rendus en promenade au jardin botanique de Kisumu. Nous nous sommes arrêtés en chemin à Kasungulu, près d'un carrefour, pour nous rafraîchir. Quelques garçons congolais se sont attroupés pour nous regarder. Nous avons essayé d'engager avec eux une conversation amicale, et l'un d'entre nous a offert aux garçons plus âgés, à leur demande, une ou deux cigarettes. Nous avions tous des appareils photographiques et, comme nous étions de bonne humeur, nous avons esquissé quelques pas de danse avec les garçons congolais pendant que d'autres parmi nous prenaient des photographies.

"A ce moment, un monsieur congolais s'est approché et a apostrophé les garçons dans une langue que personne d'entre nous n'a comprise. Nous avons supposé qu'il disait aux garçons de s'éloigner. L'un d'entre nous, qui parle quelques mots de français, a essayé de savoir ce que voulait ce monsieur. Nous avons alors compris qu'il était mécontent parce que nous avions engagé une conversation avec les garçons et que nous dansions avec eux. Il est ensuite parti dans sa voiture.

S. E. Monsieur D. Uketwengu,  
Ministre des Affaires sociales, Jeunesse et sports,  
LEOPOLDVILLE



"Nous sommes alors montés dans nos véhicules et, comme nous nous préparons à quitter les lieux, les garyons se sont rassemblés autour de nous et nous ont fait des signes d'amitié. Nous ne leur avons offert aucune boisson d'aucune sorte et nous n'avons donné qu'une ou deux cigarettes aux plus âgés d'entre eux. Il n'y a rien de vrai dans l'allegation selon laquelle il y aurait eu une querelle quelconque."

Il ressort de ce compte rendu que tout malentendu au sujet de cet incident est dû des difficultés de langage. Les officiers de l'ONUC manifestent toujours une attitude amicale envers les Congolais qu'ils rencontrent et souvent les aident dans une mesure appréciable, et il est regrettable que les efforts qu'ils déploient pour se gagner l'amitié de la population soient qualifiés d'"encouragement de la délinquance juvénile".

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération très distinguée.

Robert E. Gardiner  
Chargé de la Mission  
des Nations Unies au Congo

cc: Col. Madan (2)



Transmitted to NY  
GI-723 on 19/3/63  
Copy given to F.C.

RÉPUBLIQUE DU CONGO

Léopoldville, le 19 mars 1963



CABINET  
DU PREMIER MINISTRE

N° 545/63

*Ref. n° 13*  
*/CAB/P. M./*  
*C / Pol 100 Cent 2nd*  
*Xref*  
*C / Pol 100*

Objet : Armée Nationale  
Congolaise.

Monsieur le Chargé de Mission,

J'ai l'honneur d'accuser réception de vos lettres N° GVT/205/63 et GVT/212/63 des 14 et 15 mars 1963 relatives au programme de modernisation et d'instruction des Forces armées congolaises.

En ce qui concerne l'organisation d'une mission internationale d'assistance technique initialement proposée dans ma lettre du 20 décembre 1962, je tiens à rappeler que le Gouvernement Central a demandé qu'elle soit composée principalement, mais non exclusivement, des représentants des nations participant au programme d'assistance militaire. En fait, pour des raisons évidentes, mon Gouvernement souhaite que soient inclus dans la composition de cette mission quelques pays africains. J'accepte donc votre suggestion d'inclure dans cette mission un représentant de chacun des pays suivants :

Ethiopie,  
Nigéria et  
Tunisie.

En ce qui concerne les responsabilités financières pour les dépenses qu'entraînerait le programme d'assistance militaire, l'interprétation que vous avez donnée de la position de mon Gouvernement est tout-à-fait correcte. Nous espérons que les nations participant au programme d'assistance technique accepteront de défrayer les dépenses découlant de leur contribution tandis que l'Organisation des Nations-Unies prendra à sa charge celles résultant de la mission internationale d'assistance technique.

Monsieur le Chargé de Mission  
des Nations-Unies au Congo

./..

LEOPOLDVILLE



- 2 -

Je saisis cette occasion pour réitérer l'expression de gratitude de mon Gouvernement envers l'Organisation des Nations Unies et des états amis qui ont exprimé le désir d'aider notre pays dans cette entreprise essentielle et d'exprimer le voeu que le programme de modernisation et d'instruction des Forces armées congolaises sera mis en oeuvre rapidement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Chargé de Mission, l'assurance de ma haute considération.



LE PREMIER MINISTRE

*Adoula*

Cyrille ADOULA



Seen 28/2  
Bm

ROUTING SLIP

TO

Force Commander

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

May I please  
have your comment.  
A.

Translate & send to ofc  
Nigerian Bde for his comments  
AS1

DATE

12/2/6

FROM

A Mara

D.C.A.G



C/Pol 000 Cent. Gov.

Le Ministère des Affaires étrangères présente ses compliments à Monsieur le Chargé de la Mission des Nations Unies au Congo et a l'honneur de lui demander de bien vouloir envisager la possibilité de remettre à la disposition du Service des Douanes le local occupé actuellement par des troupes de l'ONU. A l'Aéroport de Luluabourg.

L'installation de ce Service s'avère indispensable pour faciliter la surveillance des avions en provenance ou à destination de Bakwanga, Katanga et Usumbura dans le cadre des mesures entreprises par le Gouvernement congolais en vue d'envoyer les nombreuses fraudes qui s'y pratiquent.

Le Ministère pris en conséquence Monsieur le Chargé de Mission de prendre les dispositions nécessaires pour l'évacuation du local susvisé dans le plus bref délai et de bien vouloir l'en informer.

Etant donné le caractère urgent que revêt cette question le Ministère espère que l'organisation internationale y portera toute l'attention voulue et l'en remercie d'avance.

Le Ministère des Affaires étrangères saisit cette occasion pour renouveler à Monsieur le Chargé de la Mission des Nations Unies au Congo l'assurance de sa haute considération.

Léopoldville, le 1 Février 1963

A Monsieur le Chargé de la Mission  
des Nations Unies au Congo  
Boîte Postale 7248  
Léopoldville



N/Réf: GVT/837/63

Elisabethville - 22 mars 1963

Nous croyons avoir trouvé le lieu d'habitation du sergent-major Kassongo. Selon plusieurs témoins, Kassongo a tiré sur l'interprète civil Aden Ali dans la prison de Kio pushi, le 29 décembre 1962. Ali est mort par la suite. Nous vous prions de demander au Gouvernement central si Kassongo bénéficie de l'amnistie générale, et sinon si nous pouvons le faire arrêter pour qu'il réponde à l'accusation de meurtre.







GVT/238/63

Kamina - 22 mars 1963

Le président Tshombe est attendu à Kaminaville le 23 mars et doit en repartir le 24. Le président Prosper Ilunga compte s'entretenir avec lui de divers problèmes de cette région. M. Ilunga se rendra à Albertville le 25 mars. Il compte se rendre à Elisabethville pour le congrès du 6 avril. Une autre réunion est prévue à Kaminaville pour le 15 avril entre les députés du Nord-Katanga et du Sud-Katanga. M. Ilunga y prendra part.



Luluabourg - 21 mars 1963

- Région de Dimbelenge - Durant les trois dernières semaines pendant lesquelles les patrouilles de l'ONU ont été de nouveau actives dans la région, aucun autre incident sérieux n'a été signalé. Cependant, la situation politique demeure très instable. J'enverrai demain vendredi un rapport par valise à ce sujet.

Des interventions sporadiques dans la circulation routière continuent, avec l'extortion de sommes apparemment modiques (de deux à trois cents francs); mais il n'y a pas de barrages routiers permanents. Tant Bena Konji que Bakwa Luntu ont demandé que des troupes de l'ANC soient stationnées dans la région. Une lettre supposée parvenir des chefs coutumiers Luntu se trouvant maintenant à Lulu, datée du 13 mars et adressée au Gouvernement central et aux autorités de l'ANC, demande qu'un officier de l'ANC soit stationné au Lac Munkamba ~~xxxx~~ à titre d'administrateur, avec les autorités territoriales et coutumières qui s'y sont réfugiés par crainte d'être tués par les Lomamistes, afin que ces derniers n'incitent pas l'ANC contre les Luntu. La lettre répète que les Luntu refusent de constituer une partie de la province du Lomami et désirent constituer le district de Munkamba comme partie de la province de Luluabourg. (Une autre lettre des chefs coutumiers Luntu demande l'installation du pouvoir du Luluabourg et non du Lomami).

Le major Mena, commandant par intérim de l'ANC, nous a fait savoir que celle-ci fera une entrée triomphale à Dimbelenge le mardi 26 mars, et il m'a invité à être présent ainsi que le gén. Ogundipe. On ne sait pas encore combien de troupes de l'ANC seront stationnées là.

Les autres régions sont calmes.



✓  
N/Ref: GVT/235/63

Kamina - 21 mars 1963

Le président Prosper Ilunga, venant de Kaniama, est arrivé à Kamina le 21 mars par un avion de l'ONU. Selon les renseignements recueillis, le grand chef Mutumbo Mukula s'est comporté d'une façon très grossière et humiliante envers M. Ilunga, et le prestige de celui-ci dans la région de Kaniama s'en est peut-être fortement ressenti. Pour le moment, la situation à Kaniama est calme. D'autres détails suivront.



N/Réf: GVT/234/63

Léopoldville, le 21 mars 1963

C / Bre no  
an 1963

1. Message de Bukavu - 20 mars 1963

Le commissaire du poste de police local a menacé de liquider la police nigérienne lorsque la Force spéciale malaise partira, déclarent qu'il doit venger ses frères tués par les troupes nigériennes lorsqu'ils se trouvaient à Bukavu. Le bourgmestre et le chef de la police ont été mis au courant et transféreront immédiatement ce commissaire. L'un et l'autre sont désireux de coopérer pour garder la police nigérienne mais ils voudraient que certaines troupes puissent remplacer la Force spéciale malaise. Ils déclarent que toute la population congolaise a toujours peur des troupes et de la police congolaises.

2. Notre réponse - 21 mars 1963

Cette menace est des plus graves, et à moins que le commissaire de police ne soit transféré avant le départ de la Force spéciale malaise, prenez des dispositions pour le retrait immédiat de la police nigérienne. Veuillez en informer le bourgmestre et le chef de la police, et procéder à ces dispositions dès que possible. L'affaire sera portée à l'attention du Gouvernement central, mais si aucune mesure n'est prise la police nigérienne ne doit être laissée à Bukavu dans AUCUNE circonstance.



GVT/231/63

Kindu - 20 mars 1963

Le directeur de la CFL confirme que de 3000 à 5000 habitants se trouvent actuellement dans le territoire de Kongolo, comme vous l'avez déclaré.

Un premier train de la CFL partira le 20 mars pour Kongolo, transportant des membres de l'ANC. Il sera suivi les 21 et 22 mars par des trains de service.

La situation à Kindu est calme. La fuite de Lasry a été rendue possible par le commissaire spécial. La lettre établissant son action vous sera envoyée par valise.



GVT/230/63

Elisabethville - 20 mars 1963

Nous étudions déjà une proposition visant à loger au camp Massart la compagnie de paracommandos de l'ANC. Cela sera fait après que la compagnie de l'ANC qui se trouve maintenant à Bukama retourne au 2ème bataillon congolais stationné ici, car elle pourra alors s'occuper du camp Karava lorsque les paracommandos partiront. Par conséquent, notre proposition de loger au camp Massart le 1er groupe de 22 officiers de l'ANC concorde bien avec nos plans. Un ample espace est disponible tant pour les logements que pour les bureaux. Cependant, le camp Massart n'a pas de meubles qui puissent être remis à l'ANC, et pas de services de mess. Il est donc indispensable que le Gouvernement central autorise son représentant ici à s'assurer des meubles suffisants et quelques services de mess. A titre temporaire, il sera nécessaire que ces officiers apportent avec eux leurs meubles de camp et quelque matériel de mess.



Elisabethville - 20 mars 1963

Nous étudions déjà une proposition visant à loger au camp Massart la compagnie de paracommandos de l'ANC. Cela sera fait après que la compagnie de l'ANC qui se trouve maintenant à Bukama retourne au 2ème bataillon congolais stationné ici, car elle pourra alors s'occuper du camp Karava lorsque les paracommandos partiront. Par conséquent, notre proposition de loger au camp Massart le 1er groupe de 22 officiers de l'ANC concorde bien avec nos plans. Un ample espace est disponible tant pour les logements que pour les bureaux. Cependant, le camp Massart n'a pas de meubles qui puissent être remis à l'ANC, et pas de services de mess. Il est donc indispensable que le Gouvernement central autorise son représentant ici à s'assurer des meubles suffisants et quelques services de mess. A titre temporaire, il sera nécessaire que ces officiers apportent avec eux et leurs meubles de camp et quelque matériel de mess.





GABINET  
DU PREMIER MINISTRE

545/63

CAB/P/M

*C / Pde 100 Cont 92  
Xref  
C / Pde 100*

Objet: Armée Nationale  
Congolaise.

Monsieur le Chargé de Mission.

J'ai l'honneur d'accuser réception de vos lettres N° GVT/205/63 et GVT/212/63 des 14 et 15 mars 1963 relatives au programme de modernisation et d'instruction des Forces armées congolaises.

En ce qui concerne l'organisation d'une mission internationale d'assistance technique initialement proposée dans ma lettre du 20 décembre 1962, je tiens à rappeler que le Gouvernement Central a demandé qu'elle soit composée principalement, mais non exclusivement, des représentants des nations participant au programme d'assistance militaire. En fait, pour des raisons évidentes, mon Gouvernement souhaite que soient inclus dans la composition de cette mission quelques pays africains. J'accepte donc votre suggestion d'inclure dans cette mission un représentant de chacun des pays suivants :  
Ethiopie,  
Nigéria et  
Tunisie.

En ce qui concerne les responsabilités financières pour les dépenses qu'entraînerait le programme d'assistance militaire, l'interprétation que vous avez donnée de la position de mon Gouvernement est tout-à-fait correcte. Nous espérons que les nations participant au programme d'assistance technique accepteront de défrayer les dépenses découlant de leur contribution tandis que l'Organisation des Nations-Unies prendra à sa charge celles résultant de la mission internationale d'assistance technique.

Monsieur le Chargé de Mission  
des Nations-Unies au Congo

./..

LEOPOLDVILLE



- 2 -

Je saisis cette occasion pour réitérer l'expression de gratitude de mon Gouvernement envers l'Organisation des Nations Unies et des états amis qui ont exprimé le désir d'aider notre pays dans cette entreprise essentielle et d'exprimer le vœu que le programme de modernisation et d'instruction des Forces armées congolaises sera mis en oeuvre rapidement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Chargé de Mission, l'assurance de ma haute considération.

LE PREMIER MINISTRE

  
Cyrille ADOULA



Elisabethville - 19 mars 1963

M. Tshombe a demandé l'autorisation d'avoir une escorte de 15 ex-gendarmes armés pour se rendre avec lui à Jadotville cet après-midi. Nous lui avons fait savoir qu'il aurait dû en parler au représentant à Eville du Gouvernement central, car ce dernier pourrait ne pas estimer souhaitable que des ex-gendarmes armés se déplacent au Katanga alors que des unités de l'ANC s'y trouvent déjà. Nous lui avons suggéré, comme autre solution, de prendre une garde de 15 policiers armés, car cela ne présenterait aucun problème. Il a indiqué que, bien que M. Ileo se rende compte de la présence de 15 ex-gendarmes armés comme gardes de corps du président provincial, celui-ci n'a pas encore discuté avec M. Ileo la question de ces gardes pouvant aller d'un emplacement à l'autre au Katanga. Nous lui avons donc fait savoir que, dans ces conditions, nous ne sommes pas en mesure de donner une autorisation. M. Tshombe interprète notre proposition comme une restriction qui lui est imposée du fait que nous n'aimerions pas lui permettre de se rendre à Jadotville. Nous avons catégoriquement démenti cela et lui avons dit qu'il avait la liberté de mouvement dans sa province. Il a indiqué qu'il ne se rendrait pas à Jadotville dans ces conditions.

Vous voudriez peut-être consulter à ce sujet les autorités du Gouvernement central, afin d'adopter une ligne de conduite en attendant l'intégration, qui demandera maintenant plus de temps que nous ne l'avions envisagé auparavant. Nous estimons que des gendarmes armés ne devraient pas être autorisés à se déplacer d'un lieu à un autre car, du fait de la présence d'unités de l'ANC, des incidents peuvent éclater.



Elisabethville - 18 mars 1963

M. Tshombe me dit qu'à son retour à Eville il n'a jamais reçu le message de M. Adoula. Si possible, il vaudrait peut-être mieux répéter l'invitation, cette fois adressée directement à M. Tshombe. Autant que je le sache, la question de prestige de la part de M. Adoula ne semble pas se poser.

M. Tshombe a envisagé une tournée de la région de Jadotville à partir d'aujourd'hui ou de demain, afin de rendre visite aux chefs traditionnels et, sans doute, de s'occuper aussi d'autres questions. Peut-être se rendra-t-il également dans le district de Kolwezi. Il dit qu'il compte être absent pendant une semaine.



Bukavu - 16 mars 1963

1. Le commissaire spécial Samoudou et le major Mbadu sont partis à Kindu.
2. Le major Mbadu a envoyé une lettre à M. Ngoy, chef de cabinet de M. Mosoko, déclarant que sa présence à Bukavu était "indésirable" et lui demand<sup>ant</sup> de partir demain pour Léo.
3. Le col. Wiltshire et un détachement de l'ONUC ont visité Kamembe pour étudier les problèmes de transport, et ont poursuivi leur route pour Goma.



Bukavu - 16 mars 1963

M. Ngoy a refusé d'obéir à l'ordre du major Mbadu et, avec l'approbation des juges onusiens et congolais, a demandé la protection de l'ONUC pour lui et sa famille jusqu'à ce que la légalité de l'ordre du maj. Mbadu soit établie. Il reste au mess de la Force spéciale malaise. J'estime que le Ministère de l'Intérieur et le Ministère de la Défense devraient en être informés.



Elisabethville 9 17 mars 1963

A sa propre demande, M. Tshombe est venu me voir cet après-midi. L'objet principal de sa visite semblait être que, comme je vous l'ai signalé, il voudrait recevoir une invitation de M. Adoula de se rendre à Léo pour s'entretenir de leurs problèmes. Il m'a dit qu'il avait déjà envoyé à Léo aujourd'hui M. Kibwe, Ministre provincial des Finances, porteur d'une lettre pour M. Adoula. M. Tshombe semble très désireux de venir s'entretenir avec M. Adoula et il a même ajouté que si celui-ci lui offrait un poste au Gouvernement central il l'accepterait, car il tient à montrer qu'il appuie le plan de réconciliation nationale non seulement en paroles mais aussi en actions. Il se rend compte qu'il y a au Sud-Katanga un représentant du Gouvernement central en la personne du Ministre Ileo, mais il semble estimer que ses entretiens avec M. Adoula bénéficieraient à toute la République du Congo. Il a indiqué que certains des problèmes qu'il voudrait discuter avec M. Adoula seraient l'intégration de la gendarmerie à l'ANC, l'attribution de devises étrangères suffisantes pour les importations, l'intégration des services du Gouvernement central qui a été opérée par la province du Sud-Katanga, etc. Il m'a dit qu'il avait renoncé à l'idée d'un Katanga séparé du reste du Congo. Il a ajouté qu'il tenait à coopérer avec les activités de l'ONU au Congo.

M. Tshombe a mentionné qu'il s'était débarrassé de deux de ses conseillers politiques belges, MM. Royers et Taffenier, et qu'il allait en faire de même pour ~~kukux~~ tous les autres afin de se conformer à la résolution pertinente du Conseil de sécurité. Je lui ai dit qu'il devait faire tout son possible pour s'assurer que son peuple ne troublera pas l'ordre public, ce qui est le souci majeur de l'ONUC. Je l'ai également informé qu'en ce qui concerne l'intégration des services qui relèvent du Gouvernement central, l'ONUC est disposée à donner toute l'assistance qu'il désire au Ministre résident pour les affaires katangaises.



GVT/222/63

Elisabethville - 16 mars 1963

Nous avons maintenant appris que M. Samuel Hazen avait été emmené à l'aéroport pour être transporté à Léo. Nous doutons qu'il soit un mercenaire. En même temps, le mercenaire Belladone a été envoyé à Léo. Cela est contraire à la proposition que M. Ileo avait faite, selon laquelle il remettrait ces mercenaires à leurs consuls respectifs. Cependant, Belladone est un mercenaire endurci et son jugement par le Gouvernement central ne serait pas déplacé.



GVT/221/63

Elisabethville - 16 mars 1963

M. Baken nous a maintenant montré tous les documents valides indiquant que les wagons recherchés par la Sûreté du Gouvernement central ont traversé la frontière angolaise le 22 janvier, transportant du matériel de guerre pour Dilolo.



Entretiens entre les militaires ONUC et ANC.

Intégration de l'ex-gendarmerie katangaise.

Il appartient à l'ANC de mettre au point un plan d'intégration des ex-gendarmes dans les unités de l'ANC.

Pour faciliter le travail de l'ANC, l'ONUC a préparé un projet de plan, dont elle a informé le Général Mobutu il y a environ 5 semaines. Le Général Mobutu n'a pas encore donné son avis sur le plan. Mais il a dit qu'essentiellement il voulait obtenir de l'ONUC:

- a) des logements à la Base de Kitona pour y mettre les officiers de l'ex-gendarmerie ;
- b) les facilités de transport pour amener les ex-gendarmes du lieu où ils ont été inscrits dans un centre de regroupement (par ex. Kongolo) pour procéder à leur intégration.

L'ONUC est en train d'examiner la possibilité de fournir des logements aux officiers de l'ex-gendarmerie à Kitona. Les Colonels Garneau et Madan (de l'ONUC) sont partis le 18 mars pour Kitona à cet effet.

Ré-installation de l'ANC au Sud-Katanga.

Pour éviter des incidents comme ceux qui sont survenus récemment à Elisabethville, l'ONUC a recommandé, comme mesure prioritaire, que l'ANC soit dotée d'un quartier général adéquat au Sud-Katanga, qui dirigera et coordonnera les activités des diverses unités, et assurera leur administration.

.../...



Le Général Mobutu est favorable à cette recommandation. L'ANC a informé l'ONUC que le nom de six officiers principaux chargés de la formation d'un tel quartier général ont été présentés à l'approbation du Ministre de la Défense nationale. Une fois le principe du quartier général approuvé, il sera nécessaire de doter ce quartier général de services administratifs. Nous estimons que la mise en place de dispositifs qui assureront adéquatement le Commandement, le contrôle et l'administration de l'ANC pourra beaucoup contribuer à l'élimination des présentes difficultés.

L'ONUC est en train d'examiner la possibilité de placer des troupes de l'ANC au Camp Massart à Elisabethville. Ces troupes pourraient être celles des services administratifs pour le quartier général d'Elisabethville.

L'ONUC examine également des camps à Kaminaville, Jadotville et Kolwezi pour déterminer les facilités de logements pour des troupes de l'ANC, qui seront implantées dans ces régions.



GVT/219/63

Elisabethville - 16 mars 1963

Les autorités du Gouvernement central nous ont fait savoir hier soir que la Sûreté avait arrêté M. Samuel Hazen, qui serait un mercenaire dangereux. Il a d'abord été détenu au QG de l'ANC, mais notre intervention lui a permis d'être emmené au poste de police. Il ne figure pas sur notre liste de mercenaires. C'est un vieillard d'environ 60 ans, apatride. Il a demandé la protection de l'ONUC. Veuillez nous donner vos instructions.



CABINET  
DU PREMIER MINISTRE

Léopoldville, le 16 mars 1963

N° 544/63

G-716 to  
NY  
/CAB/P. M./ 19/3

Objet :

Monsieur le Secrétaire Général,

La fin de la sécession Katangaise et la restauration du Congo dans l'intégrité de ses limites territoriales ont marqué l'aboutissement d'une étroite collaboration entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement Congolais. Je ne puis qu'exprimer ma reconnaissance pour le travail remarquable qui a été fourni par les différents organes des Nations-Unies dans l'accomplissement de la tâche difficile et complexe qu'ils ont assumée depuis juillet 1960 au Congo.

Cependant la réunification du pays n'a pas mis fin, loin de là, aux difficultés graves qui nous assaillent, tant dans le domaine financier qu'économique ou administratif. L'assistance des Nations-Unies me paraît toujours aussi indispensable qu'auparavant, mais les domaines où elle doit se manifester, ainsi que les méthodes à mettre en oeuvre à cette occasion, me paraissent devoir faire l'objet de nouvelles mises au point, de manière à mieux atteindre les objectifs que, de part et d'autre, on envisage de s'assigner.

Ces mises au point sont, me semble-t-il, d'autant plus nécessaires, que le Gouvernement Congolais estime, comme vous l'avez d'ailleurs exprimé vous-même, que le moment est venu d'accepter les différentes aides bilatérales qui s'offrent à lui et de ne plus s'en remettre à l'assistance multilatérale qui lui a été offerte jusqu'ici dans le cadre des Nations-Unies.

./..

Son Excellence U THANT  
Secrétaire Général des Nations-UniesNEW - YORK



- 2 -

Cette extension du domaine de l'assistance technique entraîne nécessairement, dans le domaine de l'assistance en personnel notamment, un problème de coordination entre les diverses aides; aussi dans le souci de rationaliser les efforts et d'éviter les doubles emplois ou les chevauchements, le Gouvernement Congolais a-t-il décidé d'organiser, sous son autorité, un bureau qui assumera ces tâches et qui assurera par le truchement d'un groupe de travail permanent, des contacts réguliers avec les Etats et les Institutions qui lui fournissent de l'aide. La constitution de ce bureau et de ce groupe de travail, leur fonctionnement, leurs méthodes d'action ne sont pas encore précisés. Il apparaît cependant évident que devant la pénurie de personnel congolais de haute qualification, le Gouvernement demandera aux Nations-Unies de lui fournir, pendant un temps approprié, des experts qui pourront aider le Gouvernement Congolais à mettre sur pied et à faire fonctionner ces institutions dont le rôle est essentiel, car elles fourniront aux Etats assistants la garantie que leur aide est valorisée au mieux des intérêts de l'Etat assisté, en faisant l'économie des compétitions et des gaspillages qu'elles pourraient entraîner.

De même en matière d'assistance financière ou économique, il est nécessaire que toutes les contributions étrangères prennent place dans un plan général, où elles s'inscriront suivant un ordre et des méthodes que le Gouvernement Congolais définira et précisera. Ici également la création d'un organisme central de redressement économique et financier est indispensable; seul, il permettra la coordination efficace des différentes aides, assurera leur complémentarité en évitant les chevauchements et les doubles emplois. Le Gouvernement a également décidé de placer cet organisme sous son autorité, en assurant de même la possibilité aux Etats assistants d'y être représentés et d'y faire valoir leurs suggestions et recommandations. L'aide des Nations-Unies sera également précieuse car elle permettra au Gouvernement de disposer, ici aussi, des experts qualifiés qui pourront contribuer à un bon fonctionnement de cet organisme et lui donner toute l'efficacité souhaitable.

./..



- 3 -

Il est également encore prématuré de donner d'autres précisions sur la structure et l'activité d'organismes dont seules les grandes lignes ont été précisées. La présente lettre a pour but de vous faire connaître le sentiment du Gouvernement Congolais, à l'aube d'une nouvelle étape de la reconstruction du pays. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me confirmer la volonté des Nations-Unies de continuer leur soutien actif à la République du Congo dans l'esprit et selon les méthodes indiquées ci-dessus.

Je vous remercie de la bienveillante attention que vous voudrez bien accorder à la présente et je vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire Général, à l'assurance de ma haute considération.

Signe



LE PREMIER MINISTRE

Cyrille ADOULA



CABINET  
DU PREMIER MINISTRE

Léopoldville, le

16 MARS 1963

N°  
542/63G-715 to  
NY on  
19/3/63  
(CAB/P.M.)*Original forwarded to NY  
21/3/1963*Objet :  
Lettre de l'URSS

Monsieur le Secrétaire Général,

Le Gouvernement congolais a pris connaissance avec étonnement de la lettre qui vous a été adressée par Monsieur N. FENDORENKO, Représentant permanent de l'U.R.S.S. auprès de l'Organisation des Nations-Unies.

Il est pour le moins étonnant que l'Union Soviétique qui se targue de sentiments amicaux à l'égard de la République du Congo n'ait pas cru devoir communiquer au préalable la teneur de cette lettre au Gouvernement Central Congolais, alors qu'elle entretient avec la République des relations diplomatiques.

Le Gouvernement Central dénie énergiquement à l'Union Soviétique comme à toute autre nation, le droit d'interpréter ses volontés de manière tendancieuse et arbitraire, et considère cette façon d'agir comme un témoignage non équivoque de la volonté de l'Union Soviétique de porter atteinte à la Souveraineté du Congo.

Le Gouvernement Congolais estime inutile de s'étendre sur les contradictions de la lettre du Représentant de l'Union Soviétique, qui estime nécessaire le retrait de la Force des Nations-Unies au Congo parce qu'il redoute une reprise des activités néo-colonialistes du Katanga. Le Gouvernement Congolais désire simplement rappeler que l'accord de base qui régit les relations entre la Force de l'Organisation des Nations-Unies au Congo et la République est celui dont le texte a été publié comme document des Nations-Unies réf. S/4389/ du 18 juillet 1960.

Son Excellence U THANT  
Secrétaire Général des  
Nations-Unies

./..

NEW-YORK



- 2 -

Dans le paragraphe I de cet accord, "le Gouvernement de la République du Congo déclare que, lorsqu'il exercera ses droits souverains à propos de toute question concernant la présence et le fonctionnement de la force des Nations-Unies au Congo il se guidera, de bonne foi, sur le fait qu'il a demandé à l'Organisation des Nations-Unies une assistance militaire et sur son acceptation des résolutions du Conseil de Sécurité des 14 et 22 juillet 1960".

De son côté, dans le paragraphe 2 du même accord l'Organisation des Nations-Unies, "considérant que cela correspond aux vœux du Gouvernement de la République du Congo, réaffirme qu'elle est disposée à maintenir la Force des Nations-Unies au Congo jusqu'au moment où il jugera la tâche de celle-ci pleinement accomplie".

Ce dernier texte constituait en fait une mise en application de la décision prise par le Conseil de Sécurité dans sa résolution du 14 juillet 1960 d'autoriser le Secrétaire Général de prendre, en consultation avec le Gouvernement de la République du Congo, les mesures nécessaires en vue de fournir à ce gouvernement l'assistance militaire dont il a besoin et ce jusqu'au moment où les forces nationales de sécurité, grâce aux efforts du gouvernement congolais et avec l'assistance technique des Nations-Unies, serait à même, de l'opinion de ce gouvernement, de remplir entièrement leurs tâches".

Le Gouvernement Congolais, usant de ses droits souverains, déclare de la manière la plus formelle qu'il juge nécessaire encore pour quelques temps la présence de la Force des Nations-Unies au Congo sur le territoire de la République étant donné que l'Armée congolaise, quels que soient les immenses progrès accomplis par elle depuis juillet 1960 dans la voie de sa réorganisation et dans le renforcement de son efficacité, ne peut faire face à elle seule au maintien de l'ordre sur l'ensemble du très vaste territoire congolais.

Le Gouvernement congolais réaffirme sa gratitude à l'égard de l'Organisation des Nations-Unies pour l'aide efficace que celle-ci lui a apporté pour le maintien de son intégrité territoriale et exprime le vœu que la Force de l'Organisation des Nations-Unies au Congo continuera d'apporter à la République du Congo une assistance technique d'ordre militaire destinée à seconder l'Armée Nationale Congolaise pour le maintien de l'ordre dans la République.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, les assurances de ma très haute considération.

LE PREMIER MINISTRE

Cyrille ADOULA



c par courriel  
Kry

GVT/218/63

Léopoldville, le 16 mars 1963

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre N° 1033/229/Ord. 51351 en date du 13 mars 1963 concernant l'envoi d'une mission de l'ANC à Kitona pour prendre livraison des munitions cédées à l'armée congolaise.

Je suggère que cette mission aille à Kitona le mercredi 27 mars 1963 par l'avion régulier de l'ONUC. Notre officier de liaison, le Lt-Colonel Garneau, se mettra en rapport avec nos services compétents pour arrêter les détails du voyage. Il vous informera, en particulier, du nom de l'officier de l'ONUC qui accompagnera la mission.

J'ai par ailleurs demandé à l'Administrateur de la Base de Kitona de vous donner toute l'assistance possible pour le transport des munitions de Kitona à Banane.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

R.K.A. Gardiner  
Chargé de la Mission des Nations Unies  
au Congo

Son Excellence J. Anany  
Ministre de la Défense nationale  
Léopoldville

C.C. 1/5 = *Administrateur Kitona*  
*Garneau Lt. Col*  
*F. L. L.*



N/Réf: GVT/217/63

Leopoldville, le 16 mars 1963

"CHEF ETAT LEOPOLDVILLE  
PRESIDENT SENAT LEO  
PRESIDENT CHAMBRE REPRESENTANTS LEO  
MINISTER LEO  
CONSEIL MINISTRES  
C/O PREMIER MINISTRE LEO  
RADIO NATIONAL LEO

NO 2010/576/CAB/PGP/63 01303063

SITUATION SIX TERRITOIRES PROVINCE NORD KIVU ETRE BONNE.  
DEMANDONS VOUS PRECISIONS SUJET DEUX TERRITOIRES CONTESTES.  
ECLAIRCISSEMENT SUR LES DEUX DITS TERRITOIRES POUR DEMARRAGE DEFINITIF  
ETRE NECESSAIRE AVANT 25 COURANT. INADMISSIBLE FAIRE CREVER PROVINCE  
SANS AUCUN MOTIF. PRIERE CONSULTER COMMISSION PARLEMENTAIRES DANS NORD  
KIVU PASSAGE 19/2/63 QUI CONFIRMERA PRESENT MESSAGE. SANS REPONSE PRESENT  
MESSAGE AVANT 15 COURANT GOUVERNEMENT NORD KIVU INQUIET DE LA POPULATION  
COMPTE SANS HESITATION S'INSTALLER SUR GOMA. ATTENDONS ECLAIRCISSEMENT  
SITUATION. PRESENT MESSAGE ETRE DERNIER AVERTISSEMENT. CABLEZ REPONSE  
AVANT DATE PRECITEE. PRESIGOUPO NORD KIVU MOLEY".



DRAFT

Monsieur le Chargé de Mission,

J'ai l'honneur d'accuser réception de vos lettres N° GVT/205/63 et GVT/212/63 des 14 et 15 mars 1963 relatives au programme de modernisation et d'instruction des Forces armées congolaises.

En ce qui concerne l'organisation d'une mission internationale d'assistance technique initialement proposée dans ma lettre du 20 décembre 1962, je tiens à rappeler que le Gouvernement central a demandé qu'elle soit composée principalement, mais non exclusivement, des représentants des nations participant au programme d'assistance militaire. En fait, pour des raisons évidentes, mon Gouvernement souhaite que soient inclus dans la composition de cette mission quelques pays africains. J'accepte donc volontiers votre suggestion d'inclure dans cette mission un représentant de chacun des pays suivants: Ethiopie, Nigeria et Tunisie.

En ce qui concerne les responsabilités financières pour les dépenses qu'entraînerait le programme d'assistance militaire, l'interprétation que vous avez donné de la position de mon Gouvernement est tout-à-fait correcte. Nous espérons que les nations participant au programme d'assistance technique accepteraient de défrayer les dépenses découlant de leur contribution tandis que l'Organisation des Nations Unies prendra à sa charge celles résultant

.../...



.../...

- 2 -

de la mission internationale d'assistance technique.

Je saisis cette occasion pour réitérer l'expression de gratitude de mon Gouvernement envers l'Organisation des Nations Unies et des états amis qui ont exprimé le désir d'aider notre pays dans cette entreprise essentielle et d'exprimer le voeu que le programme de modernisation et d'instruction des Forces armées congolaises sera mis en oeuvre rapidement.



Léopoldville, le 16 mars 1963

N/Réf: GVT/216/63

Nous vous transmettons ci-dessous un cable reçu de  
Dar es Salaam :

"Attention Bomboko et Oéricoyard

ATTENDONS URGENCE COMMUNICATION TELEGRAPHIQUE  
PROMISE AU SUJET RESULTATS CONVERSATIONS TSHILUMBA  
MINICOMEXT AVEC DIRIGEANTS UM. INDISPENSABLE  
CONNAISSIONS DES LUNDI QUOTA CUIVRE EXPORTABLE VIA  
VOIE DE L'EST. SIGNE LENGEMA".



GVT/215/63

Elisabethville - 15 mars 1963

M. Baken, secrétaire général de la BCK, s'est entretenu ce matin avec les autorités de l'ONUC au QG de celle-ci. Il a expliqué que les pièces d'avion se trouvaient dans ces wagons depuis 1961. Elles étaient venues de Kamina à l'époque où l'ONUC avait occupé la base là. Elles appartenaient au gouvernement katangais. M. Baken a déclaré qu'il serait heureux de se débarrasser de ces pièces, car cela libérerait les wagons pour d'autres usages. Nous suggérons que ces articles soient remis au Gouvernement central.

En ce qui concerne le mouvement des trains, nous avons convenu avec M. Baken qu'ils peuvent maintenant recommencer à rouler, mais ils seront soumis à notre inspection pour nous assurer qu'ils ne transportent pas de matériel de guerre.

M. Baken a accepté de nous laisser avoir les détails des wagons que nous cherchons, c'est-à-dire l'emplacement et les heures de départ d'Eville à n'importe quelle destination, etc.

Nous surveillons de près la situation et nous tiendrons au courant.



Elisabethville - 15 mars 1963

Hier vers 19 heures, M. Ileo nous a fait savoir qu'il possédait des documents indiquant ~~les numéros des~~ ~~xxxxxxx~~ wagons de train contenant du matériel de guerre de la gendarmerie à transporter d'Eville à Dilolo. M. Valdés, le col. Worku et quelques membres du 6ème bataillon éthiopien se sont rendus à la station de chemin de fer pour vérifier ~~les numéros~~ ~~xxxxxxx~~ des wagons du train dans la station. Malheureusement, aucun des wagons figurant sur notre liste n'a été trouvé dans la station, et nous n'avons pas pu non plus trouver trace de ces wagons dans les livres de la tour de la BCK. Nous avons ouvert au hasard 2 wagons qui paraissaient suspects et nous avons découvert qu'ils contenaient de nombreuses pièces détachées d'avions, dont l'emballage portait la mention "Aviation belge".

Comme nous comptons poursuivre les recherches ce matin, nous avons donné l'ordre d'interdire à tout train de quitter Eville jusqu'à nouvel avis. Je vous tiendrai au courant.



GVT/213/63

Léopoldville, le 15 mars 1963

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à la lettre N° 00466/CAB/PM en date du 26 février 1963 que M. le Ministre J.P. Dericoyard m'a adressée en votre nom et par laquelle il a demandé que l'ONUC fasse parvenir au Commandant de la Base de l'ANC à Léopoldville les armes et les munitions que les troupes des Nations Unies ont saisies des unités de l'ex-gendarmerie sud-katangaïse.

Comme vous le savez, les armes et munitions saisies au Nord-Katanga ont déjà été remises par nos troupes aux unités de l'ANC de cette région. En ce qui concerne celles qui ont été saisies au Sud-Katanga, les services compétents de la Force des Nations Unies sont en train de procéder à leur inventaire.

Conformément à la demande présentée en votre nom par M. Dericoyard, l'ONUC prendra les dispositions nécessaires, une fois l'inventaire terminé,

.../...

Son Excellence  
Monsieur Cyrille Adoula  
Premier Ministre de la République du Congo  
Léopoldville



.../...

- 2 -

pour amener ces armes et munitions à Léopoldville  
afin qu'elles puissent être remises au Commandant  
de la Base de l'ANC de la capitale.

Veillez agréer, Monsieur le Premier Ministre,  
les assurances de ma très haute considération.

R.K.A. Gardiner  
Chargé de la Mission des Nations Unies  
au Congo



Copy to FC

G-701  
to NY

GVT/212/63

Léopoldville, le 15 mars 1963

Monsieur le Premier Ministre,

Suite à ma lettre N° GVT/205/63 du 14 mars 1963 je voudrais vous demander encore une précision concernant l'organisation et la mise en oeuvre du programme de modernisation et d'instruction des Forces armées congolaises.

La répartition des responsabilités financières pour les dépenses qu'entraînerait le programme de modernisation et d'instruction n'a été clairement définie ni dans les lettres échangées par votre Gouvernement et l'Organisation des Nations Unies concernant ce programme ni dans les entretiens que nous avons eus à ce sujet. Nous croyons comprendre toutefois que la position du Gouvernement congolais est que les nations participant au programme d'assistance militaire devront défrayer les dépenses découlant de leur contribution, et que par contre la mission internationale d'assistance technique initialement proposée dans votre lettre du 20 décembre 1962 entrera dans le cadre du programme d'assistance technique des Nations Unies.

.../...

Son Excellence  
Monsieur Cyrille Adoula  
Premier Ministre de la République du Congo  
Léopoldville



.../...

- 2 -

Je vous serais reconnaissant si vous vouliez  
bien me confirmer ce point.

Veillez agréer, Monsieur le Premier Ministre,  
les assurances de ma très haute considération.

R.K.A. Gardiner  
Chargé de la Mission des Nations Unies  
au Congo



Elisabethville - 14 mars 1963

Ce matin, le consul de Belgique est allé rendre ses hommages à M. Tshombe. Aujourd'hui vers 10 heures, celui-ci a publié un communiqué sur cette interview. Il a parlé amèrement du gouvernement de M. Spaak, déclarant que les dirigeants belges étaient contre le Katanga. Cette situation, a-t-il dit, a provoqué un sentiment anti-belge parmi la population katangaise. Il a également mentionné que certains Belges qui travaillaient dans le cadre du programme d'assistance technique belge avaient été récemment arrêtés à Salisbury car ils avaient l'intention de l'assassiner. Il s'est plaint aussi de la quantité insuffisante de biens de consommation dans les magasins en raison, selon lui, de la pénurie des devises étrangères.

En réponse, le consul de Belgique aurait déclaré que le plan U Thant n'avait ~~été~~ pas été accepté par les deux parties et qu'à son avis le plan n'existait pas. Cependant, il demanderait des instructions à son gouvernement à ce sujet. En outre, il aurait déclaré que les Belges ayant travaillé au Katanga n'étaient pas sincères et que ce qu'ils avaient fait était dans leur propre intérêt, et qu'il venait d'informer certains Belges qui se préoccupaient du gouvernement katangais qu'ils avaient été renvoyés. Il aurait ajouté qu'il en serait de même pour d'autres. Selon ce communiqué, M. Tshombe aurait répondu qu'il regrettait avoir accordé sa confiance à certains Belges.

J'envoie demain par valise le texte intégral du communiqué.



GVT/210/63

Kamina - 14 mars 1963

Le président Prosper Ilunga a annoncé son arrivée à Kaminaville pour le 15 mars. Le 14 mars, il y a eu une réunion entre les députés d'Eville et d'Aville en présence du Grand chef, au cours de laquelle celui-ci a communiqué avec le président Tshombe pour le tenir au courant. M. Tshombe lui a dit qu'il se rendrait par route à Kamina, via Kolwezi, et qu'il arriverait au plus tard le 19 mars. La réunion n'a abouti à aucune solution.



Léopoldville, le 15 mars 1963

N/Réf: GVT/209/63

Ci-dessous un message que nous recevons de BUKAVU :

"Presigoupro nous demande de vous transmettre le message  
suivant :

MININTER GOUCESTRAL LEOPOLDVILLE.  
SURETE NATIONALE LEOPOLDVILLE.

NDD2/599/930/63/CAB/PRES. VOUS INFORME ARRIVE SUBREPTICE  
LASSYRY KINDU. DEMANDE PRECISION SI GOUCESTRAL RECONNAIT  
REHABILITE INTERESSE. MALGRE ARRETE MININTER GOUCESTRAL  
RENDU PUBLIC ET QUE GOUPEPRO MANIEMA ET ASSEMPEPRO DNT RECU  
EN TEMPS VOULU NOTIFICATION SUR INCOMPATIBILITE LASSYRY  
MAINTIEN POSITION. PRESENCE INTERESSE PROVOQUE FORTE  
TENSION. SIGNE PRESIGOUPEPRO MANIEMA KISANGA."



Elisabethville - 14 mars 1963

Jusqu'à présent, on n'a pas résolu le problème de hisser à Elisabethville le drapeau du Gouvernement central ou le drapeau provincial katangais, ou les deux. Vous vous souviendrez qu'il y a quelque temps, MM. Ileo et Kimba n'ont pas pu se mettre d'accord sur la question de hisser le drapeau du Gouvernement central sur le palais de M. Tshombe, car M. Kimba insistait pour que les deux drapeaux soient hissés ensemble, et M. Ileo s'y est opposé.

Il me semble qu'il est grand temps de régler ce problème, afin d'éviter la répétition de ce qui s'est produit à Kipushi l'autre jour à l'arrivée de M. Tshombe, alors que seuls des drapeaux katangais ont été hissés sur la ville. S'il n'existe pas de disposition juridique régissant cette question, je crois que le Gouvernement central devrait y parer en promulguant une loi contrôlant l'utilisation des drapeaux au Sud-Katanga. Il se peut qu'il décide qu'aucun drapeau provincial ne pourra être hissé. D'autre part, s'il décide de ne pas interdire le drapeau katangais, il pourrait élaborer des détails visant à hisser les deux drapeaux, en donnant la dimension de chacun, leurs positions respectives sur les mâts etc.

Le drapeau katangais est nettement un symbole sécessionniste et il est employé pour montrer à la population que les idées sécessionnistes sont toujours prévalentes. Voilà pourquoi j'estime qu'il faudrait aboutir à quelque accord sur la façon appropriée de régler cette question des drapeaux à Elisabethville et dans d'autres localités du Sud-Katanga. Peut-être voudriez-vous en discuter avec le Gouvernement central comme question urgente.

J'en ai parlé l'autre jour à M. Taff et il pense que quelque chose doit être fait à ce sujet. Il compte étudier l'aspect juridique de la question à son retour à Léo.



GVT/207/63

- Kamina - 13 mars 1963 -

Une délégation de 8 députés est arrivée aujourd'hui à Kaminaville, venant d'Elisabethville. Parmi eux se trouvait Thomas Tshombe. Une séance aura lieu dans l'après-midi du 13 entre les députés d'Elisabethville, ceux d'Albertville et le commissaire de district Kapotwe. Je vous tiendrai au courant des résultats. Les députés d'Albertville ont été priés de retenir leurs places pour retourner à Albertville dès que possible.



GVT/206/63

Kindu - 13 mars 1963

Gabriel Lassiry, fanatique bien connu et ennemi du Gouvernement central, est arrivé ici le 12 mars, venant d'Usumbura. Ses partisans ont organisé une manifestation. Je suis en contact avec le président provincial et la gendarmerie locale. Un couvre-feu a été établi et la situation est bien ~~en mains~~ en mains. Cependant, il est de la plus haute importance, en ce moment, de faire partir Lassiry de Kindu, autrement des effusions de sang sont à craindre. Tous sont des non Congolais. Veuillez prier le Gouvernement central d'ordonner à la gendarmerie locale d'agir et d'expulser Lassiry du Maniema. Veuillez nous donner vos instructions dès que possible par les PTT.